



lundi 2 juillet 2018

Migrants : un nouvel accord meurtrier

Vendredi matin, les États membres de l'UE se sont félicités d'un nouvel accord sur la crise migratoire. Dans la même journée, plus d'une centaine de personnes dont de nombreux enfants ont été portées disparues après un énième naufrage. Elles ont sûrement trouvé la mort comme des milliers d'autres chaque année en essayant de traverser la Méditerranée. Dans ce nouvel accord, deux grands principes ressortent : la criminalisation des ONG et la sous-traitance des « flux » à des pays tiers.

Interdiction de secourir

La politique de l'Europe est de laisser la mer faire le travail. En conséquence, la France et l'Italie refusent désormais de laisser appareiller dans leurs ports les navires comme l'*Aquarius* ou le *Lifeline*, affrétés par des ONG qui persistent à vouloir sauver des migrants. Ces deux bâtiments ont d'ailleurs chacun erré une semaine avant de trouver une destination pour débarquer. L'Union européenne, Macron en tête, pointe du doigt les ONG pour les mettre au pas. Le capitaine du *Lifeline* est accusé de violation des règlements alors même que l'Europe bafoue toutes les règles humanitaires et maritimes.

Le nouvel accord cherche à soumettre toute opération de sauvetage aux garde-côtes libyens, que de nombreuses images montrent en train de battre des rescapés ou même de couler des embarcations remplies d'hommes, de femmes et d'enfants. C'est l'Europe qui finance, forme et dirige ces corsaires par le biais de Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières qui a vu son budget exploser.

« Aider les pays » : avec des bombes ?

La principale réaction des politiciens est d'appeler à une gestion de crise « à la source ». Quelle hypocrisie ! Libye, Mali, Syrie, les principaux pays d'où viennent les migrants ont souvent comme point commun d'avoir été généreusement pilonnés par l'armée française qui y a semé le chaos ces dernières années.

Aujourd'hui, l'Afrique entière est coupée d'est en ouest par l'armée du G5 Sahel sous les ordres de l'armée française. On voit comment les grands pays impérialistes règlent les problèmes à la source !

La sous-traitance loin des caméras

Résoudre les problèmes « là-bas » fait surtout référence à la sous-traitance de camps de rétention dans des pays hors UE. C'est dans ce sens que pousse le nouvel accord européen bien que ce ne soit pas une nouveauté.

L'Europe paye déjà des pays comme le Niger, la Libye, la Turquie et bien d'autres pour refouler les migrants ou les jeter dans des camps. Il y aurait autant de morts dans le Sahara qu'en Méditerranée. Et pour cause : selon l'ONU, ces derniers mois, ce sont 13 000 migrants capturés qui auraient été ramenés et abandonnés, sans eau ni nourriture, en plein milieu du Sahara par les autorités algériennes.

L'intox distillée d'en haut, la solidarité d'en bas

Les politiciens aux commandes, à coups d'intox et de mensonges, invoquent l'opinion publique qui serait défavorable à l'accueil, pour appliquer ce que l'extrême droite raciste proclame. Pas sûr que l'avis général soit aussi inhumain que les États. En témoignent les innombrables gestes de solidarité de la population vis-à-vis des migrants en détresse. Et pas seulement en France. Aux États-Unis, 750 manifestations contre la politique migratoire de Trump ont encore eu lieu samedi dernier. Face à des hommes politiques comme Macron, qui chasse les migrants, ou Trump, séparant les enfants de leurs parents, nous ne devons pas nous laisser diviser. Les Mexicains comme les Africains sont désignés comme le danger pour nous faire oublier qu'au Niger, en France ou au Mexique, les travailleurs sont exploités par les mêmes multinationales, et que les richesses qui existent bel et bien y sont accaparées par les mêmes milliardaires.

Serrage de vice

Bien consciente du ménage à faire dans un contexte de « décroissance pilotée », la direction enchaîne les incitations au départ, puis les intimidations, puis les menaces, et enfin les sanctions, jusqu'au licenciement.

C'est ainsi qu'un collègue CI d'équipe de nuit a reçu sa lettre de licenciement la semaine dernière, suite à une prise de bec avec son RU au sujet des conditions de travail et de sécurité qu'il dénonçait très justement. Entre la parole d'un ouvrier et celle d'un chef, la direction n'a pas hésité. Et hier matin lundi, un autre collègue a reçu sa lettre de licenciement dès son arrivée à l'usine. Une quarantaine de salariés se sont rassemblés dès 8h pour dénoncer ces licenciements, actuellement au rythme d'un par semaine ! Seule notre solidarité peut s'opposer à cette politique de la direction, nous mettre dehors un par un.

L'hosto comme tenue de camouflage

Suite au CE de jeudi dernier, nous n'en savons pas beaucoup plus sur l'avenir de l'usine. On nous dit simplement que si l'APHP choisit d'y construire son hôpital, les terrains doivent être disponibles courant 2021. Il est commode pour PSA de se cacher derrière l'APHP pour ne pas dévoiler ses intentions, mais nous pourrions nous lasser de ce petit jeu et exiger de vraies réponses.

Ça tourne pas rond

Cela fait trois bonnes semaines que le tourniquet côté Farcot dysfonctionne. Le matin à l'arrivée du premier métro, c'est l'embouteillage garanti : passera, passera pas, avec les conseils des collègues qui attendent sur la bonne manière de passer son badge...

Visiblement, cela ne dérange plus la direction qu'on arrive en retard à cause du temps qu'elle nous fait perdre à l'entrée.

Il fait trop beau pour travailler

Avec les pics de chaleur de ces derniers jours, l'usine devient une vraie étuve, comme tous les étés. Avec, en guise de hammam, le vestiaire des femmes, où la climatisation ne fonctionne jamais. Pas la peine d'attendre la pause chaleur octroyée par la direction une fois les 32 degrés atteints sur son thermomètre pour se ménager toutes les pauses nécessaires à notre santé et ne pas forcer sur les cadences !

Rififi à Poissy

À Poissy, la direction a voulu muter un cariste à la chaîne. Mercredi, la quasi-totalité de son équipe s'est mise en grève pendant 2 heures pour refuser ça. La direction s'est inquiétée, surtout quand elle a vu que des caristes allaient discuter sur la chaîne de production avec les opérateurs pour les entraîner dans la lutte. Elle a décidé de céder et a maintenu le salarié comme

cariste. C'est une première victoire, preuve que la solidarité entre collègues, ça paye. Toujours à Poissy, à l'Habillage Caisse, 95 ouvriers de l'équipe 22, et 40 de la 12 se sont réunis pendant leur pause. Ils protestaient contre la surcharge de postes, le déluge de H+ obligatoires en semaine ou les samedis et le travail de 10 min pendant les pauses. La direction de PSA veut en faire baver au maximum pour sa production, mais elle doit prendre gare à notre colère.

PSA Rennes : mêmes revendications qu'à Poissy

À PSA Rennes, jeudi après-midi, 70 ouvriers dont une dizaine d'intérimaires ont débrayé plusieurs heures. 40 ouvriers de l'équipe de nuit ont poursuivi le débrayage. La production a dû s'arrêter. Ces travailleurs revendiquent des créations de postes et la fin des H+ obligatoires et gratuites. La force des travailleurs, c'est la grève !

CDI et intérimaires, même combats !

Les ouvriers de Rennes protestent aussi contre le gel total de leurs salaires depuis 2013 (un accord spécifique à leur usine les bloque). Une nouvelle ligne de production a démarré mais rien de va : surcharges, manque d'outils, de chaussures et de gants de sécurité et même de sanitaires... La liste des problèmes est longue. Si les salariés ne s'organisent pas pour protester, la direction a toutes les raisons du monde de la rallonger.

Les chacals de la direction à PSA La Garenne

Après avoir fermé leur site et envoyé tous les salariés de PSA La Garenne aux quatre coins de la France (en partie au Pôle tertiaire et à PSA Carrières), la direction de PSA veut maintenant faire main basse sur l'argent excédentaire de leur CE pour empêcher les salariés d'en bénéficier : un million d'euros qui leur appartient de droit.

La direction de PSA a assigné en justice le CE pour « trouble à l'ordre public », rien que ça ! PSA voudrait que les salariés remboursent une partie des sommes perçues sous forme de chèques subvention, vacances, etc. et s'approprier le budget restant.

Autant qui ira tout droit dans les poches de Tavares et les actionnaires de PSA. Répugnant !

Cheminots, ouvriers, même Macron même combat !

Samedi dernier, à Bordeaux, des centaines de manifestants ont défilé pour protester contre l'annonce de fermeture de l'usine Ford : 1 000 licenciés auxquels s'ajouteraient quelque 2 000 ouvriers des entreprises sous-traitantes, menacés de perdre leur emploi. Des salariés de GM&S, de l'usine métallurgique Fumel, de l'Opéra de Bordeaux en grève étaient là, ainsi que des cheminots descendus de Paris pour soutenir les Ford, avec leurs torches, leurs banderoles et leur moral.